

MADRID : POLICE ET ARMÉE MOBILISÉES POUR LES FUNÉRAILLES

La mort de Carrero Blanco risque de provoquer de dramatiques remous

Le général Franco mesuré à son tour aujourd'hui que l'avenir, décidément, n'appartient à personne.

La mort tragique de l'amiral Carrero Blanco dont il avait fait, le 8 juin dernier, son successeur à la tête du gouvernement — Don Juan Carlos de Bourbon devant lui succéder plus tard, à la tête de l'Etat, — rend d'ores et déjà l'après-franquisme différent de ce qu'il avait imaginé.

L'explosion qui a, jeudi matin, coûté la vie au chef du gouvernement espagnol, a fait aussi voler en éclats les plans que le général Franco avaient conçus pour la Péninsule après lui.

En l'amiral, le chef de l'Etat espagnol avait non seulement trouvé un fidèle mais un continuateur. « Ma loyauté est totale, claire et limpide, sans l'ombre d'une réserve intellectuelle ou de motivation intéressée » disait l'amiral, dont on avait tendance à penser que la mort serait, un jour lointain, aussi discrète que sa vie : une vie qui fut longtemps celle d'une « éminence grise ».

Dans l'édifice vieillot, d'apparence modeste (comme l'était la sienne) où il

avait exercé, sur le Paes de la Castellana, les fonctions de vice-président du gouvernement avant d'en assumer, en juin dernier, la présidence, l'amiral Carrero Blanco détenait en fait le pouvoir politique. Le grand âge du général Franco — 81 ans — et la confiance que celui-ci lui manifestait lui laissaient les mains libres.

C'est lui qui avait appelé à ses côtés M. Lopez Rodo, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères et membre influent de l'Opus Dei, association confessionnelle dont plusieurs affiliés (M. Lopez Bravo, entre autres) allaient jouer un rôle de premier plan.

Un maître discret mais puissant

C'est lui, toujours, qui avait entrepris de diminuer l'influence de l'Opus, jugée excessive par d'autres formations du Movimiento, ce « Mouvement » qui est le parti à la fois unique et composite de l'Espagne franquiste.

C'est de lui, en somme, que tout dépendait.

Ainsi, la mort a frappé, jeudi, le maître discret, mais très puissant de la vie politique espagnole.

L'attentat dont l'amiral a été la victime va réveiller en Espagne des passions mal éteintes que des événements tragiques, au fil des années, sinon des mois, rallument brusquement. C'était il y a trois ans, à la même époque, celle de Noël, le procès intenté à Burgos contre les séparatistes basques de l'ETA. C'était la mort, le 1er mai dernier, d'un officier de police poignardé, Puerta del Sol, par des manifestants de tendance « gauchiste ».

La mort de l'amiral risque de provoquer des remous plus dramatiques encore dans un pays où, malgré les progrès économiques et la volonté d'oubli, la paix civile reste mal assurée, à la merci des passions.

C'est le jour même ou devait s'ouvrir, à Madrid, le procès de dix membres (dont un prêtre) des « commissions ouvrières », ces syndicats d'inspiration socialiste et communiste, semi-clandestins, tantôt acceptés comme interlocuteurs, tantôt pourchassés comme ennemis, que l'amiral Carrero Blanco a trouvé la mort. Déjà certains « guerilleros du « Christ Roi », jeunes gens de l'extrême-droite franquiste, ont manifesté autour du tribu-

nal — où le procès a été suspendu sitôt ouvert — pour réclamer, comme ils le font toujours, une répression accrue.

Au sein même du mouvement franquiste, « libéraux » (tout étant relatif) et « intégristes » vont s'affronter.

Au-delà de ces débats internes reste une autre Espagne, vaincue après 3 ans d'une guerre civile dont le temps n'efface pas le souvenir, vaincue mais non anéantie : commissions ouvrières, dont les membres répugnent aux attentats ; nationalistes basques et catalans dont les activités sont réprimées et, ayant gardé des anarchistes ou des trotskistes de la guerre civile le goût de l'action directe, ces organisations clandestines ou extrémistes qui s'appellent Mouvement ibérique de libération (M.I.L.) ou le Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP) qui avait revendiqué la mort du policier poignardé le 1er mai dernier.

Aujourd'hui, l'Espagne est sur pied de guerre, une guerre civile, certes très sporadique depuis 1939, mais, en fin de compte, ininterrompue.